



Doc. 14575  
26 juin 2018

## Conséquences pour les droits de l'homme de la «dimension extérieure» de la politique d'asile et de migration de l'Union européenne: loin des yeux, loin des droits?

### Amendement<sup>1</sup> n° 2

M. Akif Çağatay KILIÇ, Turquie, Groupe des conservateurs européens  
M. Samad SEYIDOV, Azerbaïdjan, Groupe des conservateurs européens  
M. Mustafa YENEROĞLU, Turquie, Groupe des démocrates libres  
M. Yasin AKTAY, Turquie, Groupe des démocrates libres  
M. Yıldırım Tuğrul TÜRKEŞ, Turquie, Groupe des conservateurs européens

Dans le projet de résolution, au début du paragraphe 10.2, remplacer les mots «de garantir» par les mots suivants:

«de poursuivre ses efforts visant à garantir».

### Note explicative

La Turquie garantit déjà l'accès des demandeurs d'asile à des procédures opérantes dans le respect du principe de non-refoulement. Une fois enregistrés, les Syriens peuvent bénéficier gratuitement de services de santé et d'éducation et peuvent demander un permis de séjour. La Turquie compte plus 3,5 millions de Syriens sur son territoire.

### Déposé par:

KILIÇ Akif Çağatay, Turquie, CE  
AKTAY Yasin, Turquie, GDL  
SEYIDOV Samad, Azerbaïdjan, CE  
TÜRKEŞ Yıldırım Tuğrul, Turquie, CE  
YENEROĞLU Mustafa, Turquie, GDL

---

1. 2018 - Troisième partie de session

